

VIVRE LOCALEMENT

par Serge Latouche.

Sortir de la globalisation et relocaliser l'économie sont le moyen le plus important pour entrer en décroissance. Il ne s'agit pas de faire du « développement local », mais de réorienter notre vie sur un territoire autonome, autogérer et réenchânté.

Il y a d'abord ceux qui veulent « vivre et travailler au pays » et puis plus simplement tous ceux qui voudraient éviter de voir leur entreprise se délocaliser dans le Sud-Est asiatique ou leur emploi supprimé pour cause de privatisation des services publics. En Europe, mais aussi aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, on assiste à une prolifération de néo-agriculteurs, néoruraux, néo-artisans. On y voit fleurir une myriade d'associations à but non exclusivement lucratif : entreprises coopératives en autogestion, communautés agricoles, Amap (association pour le maintien d'une agriculture paysanne), Sel (système d'échange local), crèches parentales, boutiques de gestion, banques éthiques ou mutuelles de crédit-risque, associations de consommateurs, entreprises d'insertion, etc.

Si le « local » émerge aujourd'hui, il est malheureusement accolé le plus souvent au concept de « développement ». Il n'est souvent qu'un cache-sexe d'un processus de désertification et de dégradation d'un territoire. Aujourd'hui, nous sommes en face de territoires sans pouvoir à la merci de pouvoirs sans territoire. Cela est particulièrement vrai quand l'économie locale est dépendante de l'implantation d'un établissement rattaché à une grande firme. Si les initiatives locales alternatives se lient au développement économique du marché mondial par le biais de subsides de l'Etat ou de Bruxelles, elles sont condamnées à disparaître tôt ou tard ou à se fondre dans le système dominant. Elles perdent alors littéralement leur âme et finissent par être « instrumentalisées » par les pouvoirs publics, les entreprises, leurs permanents ou même leurs bénévoles.

Accolé à développement, le « local » est tout juste, en effet, comme le social et le durable, ce qui permet au développement de survivre à sa propre mort. Le concept de « développement local » n'échappe pas plus que celui de « développement durable » à la colonisation de l'imaginaire par l'économique. Tout « développement » détruit et détruira le local en concentrant toujours plus les pouvoirs industriels et financiers.

Bon sens

Le local ne peut prendre tout son sens, celui d'une véritable renaissance, que dans le cadre d'un « après-développement » et dans la construction d'une société de décroissance. Les alternatives concrètes pour sortir de l'impasse du développement se feront d'abord localement. Il est nécessaire de revitaliser les lieux de vie, au Nord comme au Sud, parce que, même dans une planète virtuelle, jusqu'à preuve du contraire, on vit localement... Mais surtout, cela est nécessaire pour sortir de l'économie et pour lutter contre la mondialisation. L'enjeu consiste à éviter le « glocal », c'est-à-dire la récupération technocratique du local dans la mondialisation. Cette stratégie sert d'alibi à la poursuite de la désertification du tissu social, elle n'est qu'un sparadrapp collé sur une plaie béante, autrement dit, un discours d'illusion et de diversion.

Relocaliser signifie bien sûr produire localement pour l'essentiel des produits servant à la satisfaction des besoins de la population à partir d'entreprises locales financées par l'épargne collectée localement. Face à la boulimie d'un modèle urbain devenu dévoreur d'espace, il importe de travailler à une « renaissance des lieux » et à une reterritorialisation. Toute production pouvant se faire à l'échelle locale pour les besoins locaux devrait être réalisée localement. Un tel principe repose sur le bon sens et non sur la rationalité économique. Si les idées doivent ignorer les frontières, les mouvements de marchandises et de capitaux doivent être réduits à l'indispensable.

Spirale vertueuse

La relocalisation dans l'optique d'une renaissance, comprend certainement un mouvement « réenclavement ». Dans la mesure du possible, il est même souhaitable d'en revenir à *l'autoproduction*. Rien qu'en fabriquant son petit yogourt soi-même¹, on engendre une spirale vertueuse de décroissance : sont supprimés les emballages plastique et cartons, les agents conservateurs, le transport (donc l'économie de pétrole, de CO2 et de déchets). L'autoproduction fait également diminuer le PIB, les impôts (TVA, taxes sur les carburants), ce qui a toutes sortes d'effets récessifs en cascade sur les institutions comme sur la demande (moins de plastique, donc moins de pétrole, donc moins de taxes, effets positifs sur la santé, donc moins de médicaments, de médecins, moins de transports routiers, donc moins d'accidents, donc moins de médecine, etc.) La même analyse est valable pour l'abandon de l'eau en bouteilles plastiques venues d'ailleurs et le retour à l'eau du robinet provenant d'une nappe phréatique de proximité assainie.

Cette spirale vertueuse de décroissance peut être renforcée par la réappropriation de la monnaie à travers l'usage de monnaies locales, par exemple². Pour éviter la disparition des activités de proximité et favoriser la renaissance des échanges non mercantiles, il faut impulser une réalisation plus complète. C'est l'essentiel de la vie tout court qui doit être reterritorialisé.

Politique locale

La croyance que mon lieu de résidence est le centre du monde est essentielle pour donner du sens à mon quotidien. Pour cela, il faut avant tout relocaliser le politique et, par exemple, inventer ou réinventer une démocratie de proximité. Selon Magnaghi, « *la nouvelle organisation politique pourrait être, par exemple, une confédération de groupes autonomes (aux niveaux régional, continental et mondial) oeuvrant à la mutation démocratique de leurs communautés respectives.*³ » Cette utopie démocratique locale rejoint les idées de la plupart des penseurs d'une démocratie écologique comme le libertaire Murray Brookchin. Pour ce dernier, « *une société écologique* » doit vivre sans Etat et être « *constituée d'une municipalité de petites municipalités, chacune desquelles serait formée par une 'commune de communes' plus petites.* »

¹ Maurizio Pallante, « *Il manifesto per la decrescita felice* » et « *Care, losche e triste aqua in bottiglie di plastica* », sur www.decrecita.it

² Voir dernier chapitre de notre *Justice sans limites*, Fayard 2003

³ Alberto Magnaghi, *Le Projet local*, Mardaga, 2003. Bien qu'il soit tombé dans le piège conceptuel du développement local en tentant de désamorcer par une surcharge de qualification, l'auteur aborde avec pertinence et compétences de vraies questions.

Toutes ces entités seraient « *en parfaite harmonie avec leur écosystème.* » Ainsi comprise, la politique ne serait plus une technique pour détenir le pouvoir et l'exercer, mais redeviendrait l'autogestion de la société par ses membres.⁴ L'agir local constitue même une voie de solution des impasses globales.

Utopie, dira-t-on. Certes. Pourtant, l'utopie locale est plus *réaliste* que celle d'une démocratie mondiale. Comme il est exclu de renverser frontalement la domination du capital et des puissances économiques, il ne reste que la possibilité d'entrer en dissidence. En fin de compte, la stratégie de la renaissance locale dissidente ne consiste pas à construire et préserver une oasis dans le désert du marché mondial. Il s'agit de multiplier les expériences de reterritorialisation pour faire reculer le désert, ou le féconder.

Pour en savoir plus :

- Serge Latouche, « *Pour une renaissance du local* », L'Ecologiste n° 15, avril 2004
- Yvonne et Michel Lefèvre, *Les patrimoines du futur, les sociétés en prise avec la mondialisation*, L'Harmattan, 1995.

⁴ Murray Bookchin, né en 1921, auteur de *Pour un municipalisme libertaire*, éd. Atelier de création libertaire.